- Le directeur général représente la caisse pour tous les actes pouvant l'engager et en justice. Il est responsable de l'exécution des décisions du conseil d'administration et du bon fonctionnement de la caisse dans le respect des lois et règlements. Il remplit les attributions définies par les règlements d'application de la présente loi.
 - Il est assisté par un directeur des services financiers et comptables et un directeur des services administratifs engagés sur proposition conjointe du ministre des finances et de l'économie et du ministre délégué à la présidence chargé des sociétés d'Etat.
 - L'article 9 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :
 - Le directeur des services financiers et comptables est chargé de gérer les fonds de la caisse. Il est pécuniairement responsable de sa gestion et de celle de son intérimaire.
 - Il tient ses comptes et rend compte de sa gestion selon les modalités réglementaires et les instructions du conseil d'administration.
 - L'article 10 est complété par les alinéas suivants :
 - La caisse peut recevoir des dépôts à terme, à préavis ou sous toute autre forme autorisée par le ministre de tutelle après avis de la banque centrale.
 - La caisse peut mettre à la disposition des déposants des formules de chèques pour tirer sur le montant des dépôts. Elle peut exécuter les ordres de virement d'un déposant au profit du compte d'un autre déposant ou d'un compte tenu dans une autre institution financière en se soumettant à la réglementation bancaire. La caisse peut accorder des crédits à ses déposants selon les modalités fixées par le conseil d'administration après avis de la banque centrale et approbation par le ministre de tutelle.
 - La première phrase de l'article 14 est ainsi modifiée :
 - Un intérêt dont le taux est fixé par décret pris en conseil des ministres, sur rapport du ministre de tutelle, est servi aux déposants de la caisse.
 - Le premier alinéa de l'article 16 est ainsi modifié :
 - Tout déposant peut opérer ses versements et retraits à tous les guichets de la caisse ouverts conformément à l'article 3.
 - L'article 25 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :
 - La caisse est administrée par un conseil ainsi composé :
 - Président : une personnalité nommée par décret, sur proposition du ministre de tutelle ;
 - Membres : Un magistrat désigné par le garde des sceaux, ministre de la justice
Un représentant de la banque centrale, agence de Lomé
Le directeur général des postes et télécommunications
Un membre de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie
Le directeur de l'économie
Deux épargnants, désignés l'un par le ministre du commerce, l'autre par le ministre du développement rural
Un représentant du personnel de la caisse désigné par le secrétaire général de la confédération nationale des travailleurs togolais.
- Le directeur général et le directeur des services financiers et comptables assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.
- Le directeur des services administratifs assure le secrétariat du conseil d'administration.
- Le conseil d'administration peut désigner, parmi ses membres, une délégation permanente chargée de veiller à l'exécution de ses décisions ou de prendre des mesures urgentes sous réserve de ratification à la prochaine session du conseil.
- L'article 28 est ainsi modifié :

— Les délibérations concernant les points prévus au premier paragraphe de l'article 26 ne sont exécutoires qu'après approbation par le ministre de tutelle.

— Art. 2 — attributions dévolues respectivement au directeur et à l'agent comptable de la caisse par les lois et décrets antérieurs à la présente ordonnance sont exercées respectivement par le directeur général et le directeur des services financiers et comptables.

Art. 3 — Les attributions dévolues au contrôleur par le décret n° 62-94 du 6 juillet 1962 sont exercées par un contrôleur général, engagée par le conseil d'administration sur proposition du ministre de tutelle.

Art. 4 — La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 10 Janvier 1980
Général d'Armée G. EYADEMA

ORDONNANCE N° 80-14 du 10 janvier 1980 autorisant la ratification de la convention de coopération économique, culturelle, scientifique et technique entre le gouvernement de la République togolaise et le Gouvernement de la République algérienne, démocratique et populaire, signée à Lomé le 28 avril 1976.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération,
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de la convention de coopération économique, culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République togolaise et le Gouvernement de la République algérienne, démocratique et populaire, signée à Lomé le 28 avril 1976.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 10 janvier 1980
Général d'Armée G. Eyadéma

ORDONNANCE N° 80-17 du 4 février 1980 portant modification de la raison sociale de la compagnie Togolaise des Mines du Bénin et organisant la tutelle de l'Etat sur l'Office Togolais des Phosphates.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre des mines, de l'énergie, des ressources hydrauliques et des travaux publics ;
Vu la constitution, notamment en ses articles 32 et 35 ;
Vu l'ordonnance n° 19 du 10 juillet 1974 portant nouveaux statuts de la compagnie togolaise des mines du Bénin ;
Vu l'ordonnance n° 80-12 du 10 janvier 1980 portant dissolution de l'office togolais des phosphates ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967,

ORDONNE :

Article premier — La raison sociale de la compagnie togolaise des Mines du Bénin, figurant à l'article premier de l'ordonnance n° 19 du 10 juillet 1974, susvisée, est modifiée et la société nationale est désormais dénommée :

OFFICE TOGOLAIS DES PHOSPHATES.

Art. 2 — L'office togolais des phosphates est placé sous la tutelle administrative du ministre des mines, de l'énergie, des ressources hydrauliques et des travaux publics.

Art. 3 — Sont soumis à l'autorisation préalable du ministre de tutelle ;

- toute émission d'emprunt public,
- tout emprunt excédant dix millions de francs ou subordonné à une prise d'hypothèque sur les biens de l'Office,
- tout contrat d'engagement du personnel expatrié,
- tout transfert de siège social,
- toute aliénation de biens immobiliers.

Art. 4 — Sont soumis à l'approbation du ministre de tutelle pour devenir exécutoires :

- le budget prévisionnel,
- le règlement intérieur,
- le règlement d'entreprise,
- le statut des personnels,
- l'ouverture de comptes bancaires,
- l'acquisition de matériels excédant cinq millions de francs.

Art. 5 — Le ministre de tutelle constate et prononce la nullité de toute décision des organes responsables de l'office en infraction avec la loi ou les statuts.

Art. 6 — Le ministre de tutelle peut, à défaut du retrait d'une décision des organes responsables de l'office jugée contraire à l'intérêt général, en prononcer l'annulation dans le délai fixé à l'article 8.

Art. 7 — Le ministre de tutelle peut désigner un commissaire du gouvernement pour être son porte parole auprès des organes responsables de l'office. Ce commissaire peut prendre connaissance et copie de tout document relatif aux activités de l'office.

Art. 8 — Copie de toute décision du conseil d'administration prise hors la présence du ministre de tutelle ou du commissaire du gouvernement doit être envoyée par la direction au ministre de tutelle dans le délai de huitaine.

Le ministre de tutelle dispose d'un délai de quinzaine à compter de la réception de cette copie ou à compter de la décision prise en sa présence pour prononcer l'annulation en application de l'article 6.

Le conseil d'administration peut déférer cette décision au conseil des ministres pour en demander main levée.

Art. 9 — Le ministre de tutelle peut déléguer au commissaire du gouvernement l'exercice de tout ou partie de son pouvoir de tutelle. Copie de cette délégation est adressée aux organes responsables de l'office.

Les annulations prononcées par le commissaire du gouvernement en vertu de cette délégation peuvent être déferées par le conseil d'administration au ministre de tutelle pour en demander main levée.

Art. 10 — Le ministre délégué à la présidence, chargé des sociétés d'Etat exerce sur l'office sa tutelle de contrôle et de gestion dans les conditions définies par le décret n° 79-31 du 23 février 1979.

Il fait connaître aux organes responsables de la société les documents et renseignements devant lui être adressés pour l'exercice de son contrôle.

Il assiste à toute réunion du conseil d'administration ou y envoie un représentant pour y être son porte parole.

Art. 11 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécuté comme loi de l'Etat.

Lomé le 4 février 1980

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 79-291 du 20 décembre 1979 portant création de la société nationale des Eaux et d'Electricité du Togo

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre délégué à la Présidence, chargé des sociétés d'Etat,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La compagnie énergie électrique du Togo créée par l'ordonnance n° 63-12 du 20 mars 1963,

— La régie nationale des eaux du Togo, créée par la Loi n° 63-26 du 15 janvier 1964,

Sont fusionnées au sein d'une nouvelle société qui prend la dénomination de société nationale des eaux et d'électricité du Togo, en abrégé « S.N.E.E.T. » et qui poursuit l'objet défini aux statuts des deux sociétés fusionnées.

Art. 2 — Sont transférés à la S.N.E.E.T. pour l'accomplissement de son objet, l'ensemble des installations et exploitations gérées par la R.N.E.T. et la C.E.E.T. et, d'une façon générale, tout le patrimoine de la R.N.E.T. et la C.E.E.T., et la nouvelle société prenant en charge le passif de chacune des deux sociétés fusionnées et bénéficiant de leurs créances et sûretés.

Art. 3 — Le montant du capital de la S.N.E.E.T. est celui réuni du capital social de chacune des deux sociétés fusionnées à la date de signature du présent décret.

La S.N.E.E.T. devra dresser dans un délai de neuf mois, un inventaire estimatif des biens et valeurs ainsi apportés, déduction faite des charges pouvant les grever.

Il sera alors procédé à l'évaluation définitive des actions des sociétés fusionnées qui seront échangées contre des actions de la S.N.E.E.T. de valeur correspondante.

Art. 4 — La S.N.E.E.T. est administrée par un conseil d'administration composé de :

- Six administrateurs désignés :
 - + Un sur proposition du ministre délégué à la présidence, chargé des sociétés d'Etat ;
 - + Un sur proposition du ministre des mines, des ressources hydrauliques et des travaux publics ;
 - + Un sur proposition du ministre de la santé publique ;
 - + Un sur proposition du ministre des finances et de l'économie ;
 - + Un sur proposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative ;
 - + Un fonctionnaire du ministère de l'intérieur représentant les municipalités intéressées par les activités de la S.N.E.E.T., sur proposition du ministre de l'intérieur.
- Un administrateur choisi parmi les membres de la chambre du commerce, sur proposition du ministre du commerce et des transports
- Deux administrateurs appartenant au personnel de la société, désignés sur proposition du personnel, soumis au ministre délégué à la présidence, chargé des sociétés d'Etat.
- Deux administrateurs désignés par des actionnaires autres que l'Etat, ou, représentant la masse des porteurs d'obligations sur proposition du ministre délégué à la présidence, chargé des sociétés d'Etat.

Art. 5 — Le président du conseil d'administration est nommé par décret. Il est choisi parmi les membres du conseil d'administration.

Art. 6 — En attendant l'adoption des statuts rénovés, la S.N.E.E.T. est administrée et contrôlée conformément aux statuts de la C.E.E.T. et aux dispositions non contraires de ceux de la R.N.E.E.T.

Art. 7 — Tous actes ou conventions intervenant en exécution du présent décret sont exonérés des droits de timbre, d'enregistrement et d'hypothèque.